

mag #24

résolument

jeunes ⇔

Réseau Socialiste des Organisations de Jeunesse

Belgique - België
P.P.
1099 BRUXELLES 1
1/1844



01

DIS-MOI QUI TE NOURRIT...



sommatoire

Édito <i>Paul Magnette</i>	05
Cultiver avec la Nature, pas contre la Nature... <i>Greenpeace Belgique</i>	06
Les OGM dans notre agriculture et dans nos assiettes : législation et état de la situation <i>Martine Delanoy - SPF Santé publique</i>	10
Questions à Nature & Progrès <i>Entretien avec Norbert Buysse</i>	14
Manifeste national des paysans et artisans « Saveurs Paysannes » <i>Fugéa</i>	18
Questions à Xavier Delwarte <i>Entretien avec le Secrétaire général de la Fugéa</i>	26
Questions à Thérèse Snoy <i>Entretien avec la Députée fédérale Écolo</i>	36
Des hommes-poissons lancent la nouvelle campagne du WWF <i>WWF Belgique</i>	40
Lexique pour aller un peu plus loin <i>Ré.S.O.-J</i>	42
Devenir animateur ? Un jeu d'enfant ! <i>FCHWB - La Ferme des Castors</i>	44

Comité de rédaction

Rédacteur en chef
Alain Detilleux

Présidente
Isabelle Minsier

Secrétaire générale
Despina Euthimiou

Coordinatrice de projets
Cynthia Lesenfants

- - - - -

Infographie et Mise en pages
Alain Detilleux

Documentation et Communication
Michèle Thommès

Avec la participation de Ariane Picron

- - - - -
Éditrice responsable
Isabelle Minsier

- - - - -

Rédaction de Résolutum Jeunes
Ré.S.O.-J asbl

(Réseau Socialiste des Organisations de Jeunesse)
15|3 Bd de l'Empereur - 1000 Bruxelles

T. 02|513 99 62
F. 02|502 49 47
info@resoj.be
www.resoj.be

Les propos tenus dans les textes relèvent de l'entièr responsabilité de leurs auteurs.

Nous remercions sincèrement tous les intervenants extérieurs qui ont apporté leur contribution à ce numéro.

La Rédaction

édito

Comme les transports ou le logement, notre alimentation est au centre de notre mode de développement. L'industrie alimentaire est la plus importante industrie en terme d'emploi (15,2 %) et la seconde en terme de valeur ajoutée (13,5 %). Il s'agit surtout de micro-entreprises. Mais la consommation, la production et la distribution alimentaire génèrent des inégalités sociales et des pressions environnementales telles, qu'elles questionnent notre mode de vie. Celles-ci n'apparaissent pas tenables à long terme et ne peuvent être diffusées à l'ensemble du globe.

Comme le rappelle le Bureau fédéral du Plan dans son dernier Rapport fédéral sur le développement durable (2007), une proportion élevée de la population mondiale n'a pas encore accès à une nourriture saine et nutritive. La crise alimentaire mondiale est aujourd'hui à l'agenda de nombreuses organisations internationales. La diffusion de nos modes alimentaires (consommation de viande, par ex.) renforcera ces tendances. Chez nous, la part moyenne de l'alimentation dans le budget des ménages est passée de l'ordre de 30 % en 1970 à environ 16 % au début des années 2000, mais cela représente encore 19 % du budget pour les 10 % de ménages ayant les revenus les plus bas. Et ce sont ces ménages qui ont le plus souvent des comportements alimentaires aux effets néfastes sur la santé.

Tout au long de son cycle de vie, un produit alimentaire exerce des pressions environnementales et sociales qu'il faut identifier et appréhender de façon globale notamment pour préserver la bio-diversité. À ce titre des approches telles que la Responsabilité Sociétale des Entreprises, l'agriculture biologique et locale permettent de réorienter les modes de production vers un développement durable.

Dans la cadre des travaux du Printemps de l'Environnement, les outils existants (Plan Produits, Plan Nutrition - santé, programme de réduction des pesticides et biocides, etc.) ont été passés en revue pour chercher à promouvoir des modes de consommation alimentaire plus durables. Le consensus entre toutes les parties prenantes demandera encore du temps, mais dans l'immédiat certaines mesures peuvent déjà être prises pour baliser la transition à accomplir: un avis sera demandé au Conseil fédéral du développement durable sur l'alimentation durable, de projets pilotes pour établir une méthodologie de calcul de l'impact environnemental d'un produit seront lancés. L'ensemble de ces mesures, minimes ou spectaculaires, aura pour effet de modifier notre consommation pour la rendre plus respectueuse de notre environnement et des générations futures.

Paul Magnette

**Ministre du Climat, de l'Energie,
du Développement durable
et de la Protection du consommateur**
08.2008

NB: Des documents complémentaires relatifs à cette vaste thématique vaste seront mis en ligne ultérieurement sur notre site Web: www.resoj.be

Cultiver avec la Nature, pas contre la Nature...

06



Une des plus grandes erreurs de notre époque serait de croire que l'on peut augmenter la production alimentaire en défiant la nature. L'agriculture industrielle a peut-être fonctionné pendant quelques années. Peut-être même les récoltes furent-elles époustouflantes pendant un temps. Mais aujourd'hui, nous savons que ce mode de production agricole est dans l'impasse car il compromet les ressources dont nous dépendons. Dégradation des sols, rareté et pollution de l'eau, dépendance croissante aux engrains, résistances aux pesticides chez les insectes et les mauvaises herbes... Partout dans le monde, les exemples affluent de régions qui furent à une époque de véritables garde-manger et qui ne sont plus aujourd'hui que plaines sablonneuses arides, sans eau, sans vie.

Bien loin d'être la prédiction alarmiste de quelques environnementalistes, ce constat est établi par la communauté scientifique mondiale. En avril dernier, les gouvernements et les scientifiques des quatre coins du monde se sont réunis à Johannesburg, en Afrique du Sud, pour entériner les travaux du groupe d'experts mandatés pour la première fois pour évaluer l'état de l'agriculture mondiale. Fruit de plus de trois ans de travail, le rapport final de l'IAASTD¹ conclut à l'incapacité pour l'agriculture industrielle de satisfaire le besoin qu'ont les communautés locales d'assurer leur propre subsistance tout en jouissant d'une alimentation saine et équilibrée. Le rapport, adopté par plus de 60 gouvernements, préconise une ré-orientation systématique de la recherche en agriculture qui permette d'aborder la question de la faim, des inégalités sociales et des problèmes environnementaux.

L'augmentation fulgurante des prix a provoqué une crise alimentaire grave, rendant les produits de base inaccessibles

1 | IAASTD : Évaluation Internationale des Sciences et Technologies au Service du Développement. Quatre cents scientifiques en font partie.

aux plus pauvres. Les changements climatiques (et les inondations et sécheresses qui en résultent) expliquent la crise au même titre que l'engouement pour les agrocarburants.

L'agriculture industrielle est complètement dépendante des énergies fossiles, pour la fabrication des engrains chimiques, des pesticides, comme pour les machines agricoles. Le transport des marchandises vient encore alourdir cette dépendance. Aussi quand le prix du pétrole augmente, celui de la nourriture aussi. D'autre part, suite à une demande croissante en viande, les céréales ne servent plus à nourrir les hommes mais le bétail. Pour produire 120 kg de viande, la moyenne annuelle d'un habitant des États-Unis, il faut 750 kg de céréales. C'est non seulement mauvais pour la santé, mais c'est aussi catastrophique pour les millions de personnes qui souffrent de malnutrition.

La réponse à la crise alimentaire consiste en une ré-orientation fondamentale de l'agriculture au niveau mondial et passe par une interdiction des pratiques les plus destructrices. En Asie, un demi-million de tonnes de pesticides sont relâchés chaque année dans l'environnement malgré leur toxicité. Aujourd'hui, plus de 85 % des lacs en Chine sont gravement pollués par les engrains se retrouvant dans l'eau et engendrant à leur tour la formation d'algues bleues. Les algues bleues peuvent contribuer à la création de « zones mortes » dans les régions côtières des océans, des zones où le manque d'oxygène dû à la présence des algues rend la survie des poissons, crabes et autres animaux impossible.

Cette ré-orientation est-elle réaliste ? Parviendrait-on à nourrir 7, 8 ou même 10 milliards d'êtres humains sur terre, sans convertir encore plus de terres à l'agriculture et sans ressortir les méthodes destructrices du passé ? Certains prétendent que les OGM sont LA solution pour la faim dans le monde. L'IAASTD le conteste et préconise une agriculture durable, adaptée aux conditions locales et utilisant variétés de semences et savoirs traditionnels.

L'agriculture moderne doit relever le défi de travailler avec et pour la nature, avec et pour les gens. Pas en opposition. Des millions de fermes de par le monde prouvent déjà qu'une agriculture paysanne et familiale, basée sur des valeurs de durabilité, peut nourrir une planète affamée en assurant une vie décence aux paysans. Un changement radical dans l'attribution des fonds pour la recherche est nécessaire pour cette ré-orientation. Les gouvernements doivent

07

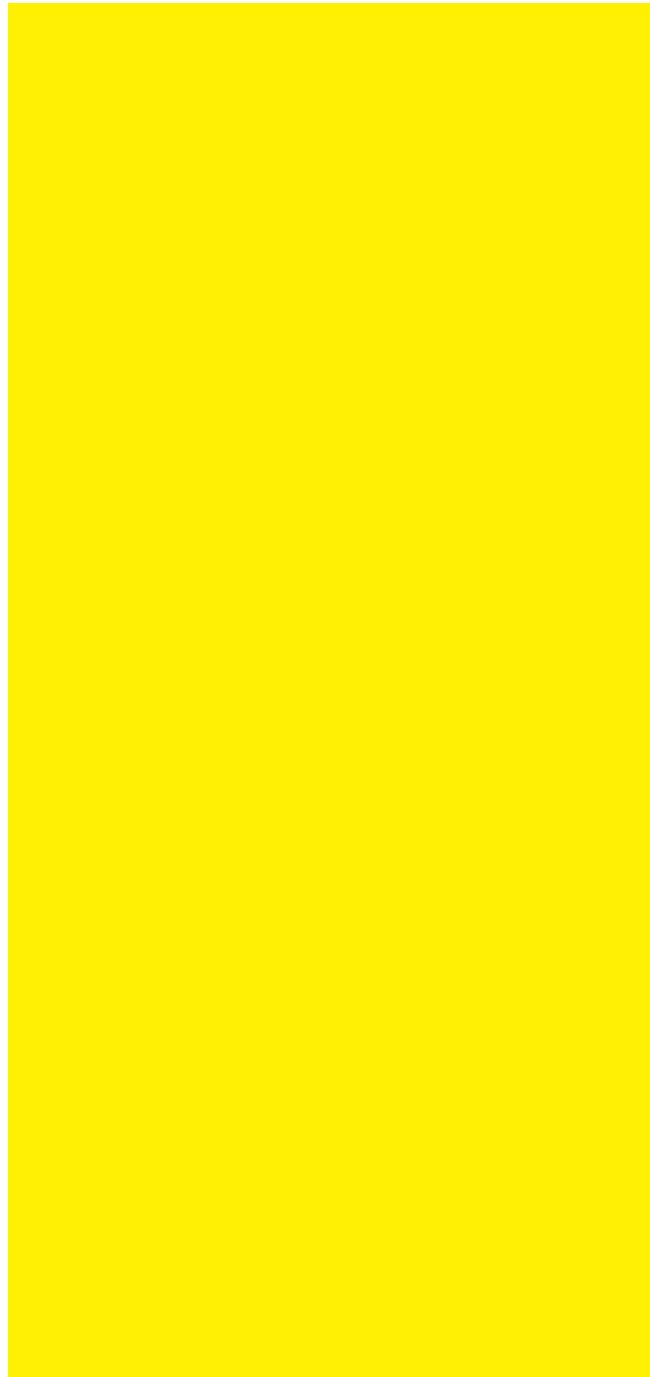
investir majoritairement dans des systèmes agricoles qui ne polluent ni n'épuisent les ressources naturelles et qui permettent aux populations locales d'assurer leur propre sécurité alimentaire.

Le futur de l'agriculture sera vert, et il pourra garantir une nourriture suffisante pour nous tous.

Greenpeace Belgique

www.greenpeace.org/belgium/fr

08



Cultivateur de riz à Yunnan, Chine. Quatre-cents scientifiques réunis sous la houlette de l'IAASTD préconisent d'en revenir à des pratiques agricoles traditionnelles afin de nourrir une planète affamée.

© Greenpeace/John Novis



Les OGM dans notre agriculture et dans nos assiettes : législation et état de la situation



Qu'est-ce qu'un OGM ?

L'histoire de la biotechnologie débute il y a quelque 10 000 ans par l'usage et la manipulation par l'homme des êtres vivants et de leurs caractéristiques.

En effet, depuis l'apparition de l'élevage et de l'agriculture, l'homme a réalisé des croisements et sélections entre variétés végétales ou animales voisines, en vue d'améliorer certaines qualités de leur descendance. L'usage de micro-organismes utilisés pour leurs propriétés de fermentation remonte également très loin puisqu'elle est associée à la levée du pain, à la transformation du lait en fromage ainsi qu'à la fabrication du vin ou de la bière.

Récemment, la manipulation du vivant a connu une véritable révolution avec l'avènement du génie génétique. Ce dernier permet d'isoler une partie du patrimoine génétique d'un être vivant sous la forme d'un fragment d'ADN et de le manipuler à façon. Ce fragment d'ADN peut être réintroduit dans un organisme qui n'est pas nécessairement celui dont il est originellement issu. Ainsi, le génie génétique a donné lieu à l'apparition d'une nouvelle catégorie d'organismes vivants dits «génétiquement modifiés».

Les Organismes Génétiquement Modifiés (OGM) sont définis par la réglementation européenne comme des organismes dont le patrimoine génétique a incorporé ou perdu des fragments dans des conditions non naturelles.

Cette technologie présente différentes applications. Elle permet notamment d'éliminer ou de modifier un caractère indésirable d'un organisme ou, inversement d'y introduire un caractère nouveau, ce que cherche à faire l'homme avec ses animaux d'élevage et ses plantes de culture depuis la révolution du néolithique.

Différence fondamentale: cette nouvelle technologie rend également possible

l'introduction d'un gène d'une espèce donnée dans virtuellement n'importe quelle autre espèce, ce que ne permettent pas les croisements et sélections conventionnels.

Le génie génétique permet donc de franchir la barrière entre les espèces et de modifier les êtres vivants (plantes, animaux, levures, virus...) d'une façon non naturelle, leur conférant de nouvelles propriétés parfois même inhabituelles pour l'espèce modifiée. À titre d'exemple, on a pu insérer un gène de bactérie (micro-organisme) dans une plante, dans le but de rendre cette dernière résistante à certains parasites.

Les végétaux transgéniques

La technique des OGM connaît plusieurs types d'application (l'alimentation, la médecine, l'industrie, l'environnement). Parmi ces applications, celle des végétaux génétiquement modifiés est la plus connue.

Apparues dans les années 80, les plantes transgéniques, principalement le soja (56 % du soja cultivé mondialement est génétiquement modifié!), le maïs, le coton et le colza, ont vu leur superficie cultivée littéralement «explorer» à partir de 1996, pour passer de moins de 2 millions d'hectares en 1996 à près de 114 millions d'hectares en 2007. Cette superficie mondiale se répartit principalement entre deux producteurs majeurs de plantes transgéniques, à savoir les États-Unis et l'Argentine, qui cultivent près de 80 % des surfaces totales de plantes transgéniques. Le Canada, le Brésil et la Chine sont également des producteurs importants de plantes transgéniques.

La production de plantes transgéniques dans l'Union européenne est quant à elle très faible (moins de 1 %), et limitée principalement à l'Espagne, bien que la France, l'Allemagne, la République Tchèque, la Pologne et le Portugal possèdent également quelques cultures.

Les OGM végétaux actuels servent à deux usages principaux:

- près de trois quarts des plantes transgéniques actuellement cultivées sont conçues pour résister à des herbicides spécifiques, dans le but d'assurer un meilleur désherbage avec moins de pulvérisations;
- un quart d'entre elles ont comme finalité de se défendre contre les insectes ravageurs et les virus, dans le but d'assurer une meilleure protection contre ces organismes nuisibles avec moins ou plus du tout de pulvérisations.

L'objectif annoncé est donc de réduire ou de faciliter

l'usage des herbicides et pesticides, et ainsi de pouvoir améliorer le rendement et la conduite de la culture.

D'autres applications sont prévues dans l'avenir: résistance des plantes au froid, à la sécheresse, à la pourriture mais aussi amélioration de leur contenu nutritif sans oublier la production de vaccins et la mise au point de nouveaux médicaments.

OGM pharmaceutiques

Bien que moins connu, l'usage des OGM dans l'industrie pharmaceutique est largement répandu. Les premières applications pharmaceutiques du génie génétique ont concerné la production en laboratoire de molécules d'intérêt thérapeutique par des OGM, des micro-organismes génétiquement modifiés. C'est le cas de l'insuline humaine « recombinante », c'est-à-dire issue du génie génétique (par opposition à l'insuline purifiée à partir de pancréas d'animaux) qui est entrée sur le marché en 1982, au titre de premier produit issu de la technologie génétique. C'est aussi le cas du premier vaccin produit par génie génétique, le vaccin contre l'hépatite B, mis au point en Belgique et disponible depuis 1986. Dans ces deux exemples, les substances actives de ces médicaments sont des produits dérivés d'OGM, mais ne sont pas des OGM vivants.

12

Il existe également des vaccins vivants à usage humain et, plus souvent, vétérinaire qui consistent en OGM pouvant être libéré dans l'environnement en tant que médicament disponible sur le marché. Ainsi, de 1989 à 2000, l'utilisation du vaccin vaccine-rage, un OGM dérivé des virus de la vaccine et de la rage, a permis d'éliminer la rage en Belgique qui, conjointement avec le Grand-Duché de Luxembourg, a introduit une demande pour être déclarée officiellement indemne de rage dès juillet 2001. Enfin, il est de plus en plus question d'utiliser des plantes ou des animaux trans-géniques (OGM) pour produire des molécules d'intérêt thérapeutique (exemple: des vaccins produits dans le lait d'animaux).

Les OGM sont-ils réglementés?

Depuis 1990, sur base du principe de précaution, la Communauté européenne a développé une législation applicable dans tous les pays membres qui encadre la technologie des OGM, depuis le début de la fabrication d'un produit en laboratoire jusqu'à sa mise sur le marché, et prévoit même une surveillance ultérieure à la mise sur le marché de l'OGM.

La principale caractéristique de cette législation est l'évaluation des OGM au cas par cas: chaque OGM

est évalué individuellement et nécessite une autorisation pour pouvoir être mis sur le marché ou cultivé.

Au niveau international, l'Europe est connue pour disposer du système réglementaire le plus strict et le plus précautionneux en matière d'OGM. Ainsi, chaque usage des OGM est réglementé:

- l'utilisation en laboratoire des OGM (appelé « usage confiné ») est réglementé par le règlement européen 98/81: chaque laboratoire ou centre de production utilisant des OGM doit être enregistré et autorisé à le faire;
- les expérimentations (les essais en champs et expérimentations pharmaceutiques) sont réglementées par la Directive européenne 2001/18/CE ainsi que par l'arrêté royal du 21 février 2005 en Belgique: pour pouvoir réaliser une expérimentation avec des OGM, une demande doit être introduite auprès des services publics fédéraux qui vont autoriser ou non l'essai après avoir analysé les risques liés à l'expérimentation;
- l'importation, la transformation et la mise en culture des OGM au sein de l'Union Européenne sont réglementés par le règlement européen 1829/2003 et la même Directive 2001/18/CE: tous les États membres de l'Union européenne participent à la décision d'autoriser ou non un OGM pour l'importation ou la culture en fonction des résultats d'une analyse des risques approfondie pour l'environnement (l'OGM est-il invasif, néfaste pour les insectes et la biodiversité, etc. ?), et la santé des manipulateurs de cet OGM (l'OGM est-il irritant ou risque-t-il de provoquer des allergies, etc. ?);
- l'utilisation en tant que denrées alimentaires ou aliments pour animaux est réglementée par le règlement européen 1829/2003: à nouveau, ce sont tous les États membres de l'Union européenne qui se mettent d'accord sur l'autorisation d'un OGM après avoir réalisé une analyse détaillée des risques pour la santé humaine et animale liés à l'ingestion de l'OGM (études toxicologiques, évaluation des risques d'allergie...);

■ l'exportation d'OGM est réglementée par le règlement européen 1946/2003: les sociétés exportatrices doivent fournir des renseignements sur l'OGM qu'elles veulent exporter pour permettre aux pays importateurs de pouvoir éventuellement les refuser.

La réglementation est ainsi principalement axée sur une évaluation des risques préalable à l'utilisation de l'OGM: l'OGM ne sera autorisé que si l'évaluation des risques est favorable. L'évaluation est faite par une agence scientifique européenne, avec la consultation des états membres de l'Union européenne (organismes scientifiques spécialisés le plus souvent).

Les OGM sont-ils étiquetés?

En plus de l'évaluation des risques, la législation prévoit également une information du consommateur pour pouvoir lui assurer une liberté de choix. Ainsi, tous les aliments qui contiennent des OGM autorisés ou sont issus d'OGM (huile, céréales...) doivent l'indiquer clairement sur l'étiquette (voir un exemple ci-dessous). L'étiquetage est destiné à informer le consommateur et à faciliter le retrait du produit en cas de problème. L'étiquetage n'a donc rien à voir avec la sécurité du produit (produit nocif ou pas): si l'OGM est autorisé, c'est que, sur base des évaluations réalisées, il est estimé qu'il ne présente pas plus de risques que le produit équivalent non OGM.

En Belgique, c'est l'AFSCA (Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire) qui contrôle l'application de ses réglementations en ce qui concerne les produits contenant des OGM dans la chaîne alimentaire.

Quelle est la situation en Belgique en matière d'OGM?

À l'heure actuelle, aucun OGM n'est cultivé commercialement en Belgique car le seul OGM autorisé à la culture dans l'Union Européenne n'est pas utile pour notre pays: il s'agit d'un maïs produisant un insecticide (appelé « maïs Bt ») pour le protéger contre un papillon nuisible qui ne crée pas de grosses pertes chez nous.

Il n'y a actuellement aucun essai en champ d'OGM dans notre pays: une seule demande a été introduite (peupliers génétiquement modifiés pour la production de bioéthanol), mais elle a été refusée par les ministres belges compétents.

En ce qui concerne les denrées alimentaires, très peu de produits contenant des OGM ou dérivés d'OGM (et donc étiquetés OGM) sont présents sur le marché belge, alors que plus d'une trentaine d'OGM sont autorisés à cette fin dans l'Union européenne. Ceci s'explique par le fait que plusieurs grandes chaînes de distribution ont décidé d'éviter les OGM dans leurs supermarchés belges.

Par contre, il n'est pas rare de trouver en Belgique des aliments pour animaux contenant des OGM (soja ou maïs le plus souvent), ce qui est clairement indiqué sur l'étiquette.

Pour plus d'informations:

www.ogm-ggo.be (site du Service public fédéral Santé Publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement);
www.afsca.be (site de l'AFSCA);
http://ec.europa.eu/food/dyna/gm_register/index_en.cfm (registre des OGM autorisés dans l'Union européenne).

Ir. Martine Delanoy 13

Expert OGM
SPF Santé Publique, Sécurité de la Chaîne Alimentaire et Environnement
Service Denrées alimentaires, Aliments pour Animaux et Autres Produits de Consommation



Questions à Nature & Progrès

«Manger Bio, ce n'est pas uniquement se nourrir sainement, mais c'est défendre ce mode de production, soutenir les productions locales, se rapprocher du producteur, c'est prendre part à un projet de société.»



Résolument jeunes:

Comme association pionnière en matière de promotion de l'agriculture biologique, née à une époque (1976) où la sensibilisation à la préservation de l'environnement était à la fois moins grande dans le grand public et où d'autre part l'impact industriel sur l'environnement n'était pas si large et profond qu'aujourd'hui (on ne parlait par exemple pas encore d'OGM), ne pensez-vous pas que la qualité même de la filière Bio est d'ores et déjà altérée significativement par les conditions environnementales globales qui prévalent depuis des décennies? Autrement dit, le Bio n'est-il pas malheureusement devenu l'arbre utopiste qui cache la forêt des dévastations industrielles, ou mieux, une façon de gérer le désastre?

Norbert Buysse - Nature & Progrès:

L'agriculture biologique au sens où Nature & Progrès l'entend est avant tout un mode de production durable, en termes environnemental, humain et économique. Manger Bio, ce n'est pas uniquement se nourrir sainement, mais c'est défendre ce mode de production, soutenir les productions locales, se rapprocher du producteur, c'est prendre part à un projet de société.

Pour parler de l'environnement, l'agriculture biologique, par son mode de production, permet non seulement de le préserver mais également de le «soigner» ou de le réhabiliter. On prend comme exemple les sols épuisés et stérilisés par des décennies d'agriculture intensive qui, en voyant leur taux d'humus (matière organique) fondre, ont perdu leur structure, leur capacité de rétention de l'eau (ce qui, par ailleurs, entraîne des inondations de plus en plus fréquentes, le sol ne permettant plus à l'eau de s'infiltrer) et bien sûr, ont laissé s'échapper des milliards de tonnes de CO₂ dans l'atmosphère. Ces sols, cultivés selon le mode de production de l'agriculture biologique, vont progressivement reprendre vie, stocker du carbone et retrouver structure et fertilité. Ce n'est donc pas «gérer le désastre» mais plutôt le réparer.

Maintenant il est certain que certaines pollutions peuvent mettre du temps à être résorbées, comme des pesticides interdits aujourd'hui mais dont on peut encore trouver des résidus à certains endroits. Un produit ne peut pas être plus sain que l'environnement où il se trouve, mais dans ce type d'environnement dégradé, le produit bio reste malgré tout le meilleur.

Enfin, en ce qui concerne les cultures OGM, il est clair que la coexistence avec l'agriculture biologique est strictement impossible du fait de la dissémination incontrôlable. C'est pour cette raison que nous nous battons sans relâche pour empêcher le développement de leur culture en plein champ.

La FAO (Food and Agriculture Organization of the United Nations) commence à se positionner positivement par rapport à l'agriculture organique, qui semble à même de réintroduire des processus de production biologiques au sein d'une logique de production à grande échelle (loin donc du «potager» Bio à usage local), actuellement monopolisée par l'agriculture industrielle. Que pensez-vous de cette alternative en pleine croissance (20 %/an aux USA, en France ou au Japon), qui, de l'avis même de la FAO ne concernera pourtant à terme qu'une petite proportion d'agriculteurs à travers le monde ?

16

L'année dernière, la FAO a en effet reconnu que l'agriculture biologique pouvait nourrir l'humanité. Nature & Progrès se réjouit de cette reconnaissance, notre association a toujours été convaincue que non seulement l'agriculture biologique peut nourrir l'humanité mais surtout qu'elle est la seule à pouvoir le faire. De nombreuses études réalisées sur tous les continents nous indiquent aujourd'hui que dans la majorité des zones pédoclimatiques de la planète, les rendements en agriculture biologique sont similaires, voire, dans certains cas, dans des sols épuisés, supérieurs à ceux de l'agriculture conventionnelle. Si dans nos régions, particulièrement fertiles, ce n'est pas encore le cas, l'agriculture intensive profitant encore de la fertilité historique des sols, beaucoup d'éléments indiquent que nos sols se dégradent et s'épuisent peu à peu. La révolution agricole du 20^e siècle, qui a permis une incroyable augmentation de la production, a pour l'essentiel consisté à déverser des fertilisants fabriqués à base de méthane et des pesticides issus de la pétrochimie sur les récoltes. Nous avons en quelques sortes mangé du pétrole...

Aujourd'hui, l'agriculture conventionnelle étant beaucoup plus dépendante du pétrole que l'agriculture biologique, elle est beaucoup plus sensible à l'augmentation du prix du baril et risque fortement d'en pâtir. C'est une très bonne chose. De même, l'ère de l'énergie bon marché touchant à sa fin, le transport va diminuer, la main d'œuvre va être revalorisée, et tout indique que le «potager» Bio à usage local va reprendre une place prépondérante dans la production alimentaire.

Pour des raisons économiques évidentes dans une économie de marché (que l'on nous dit incontournable et que l'on présente comme la panacée – ce qui est un point de vue purement idéologique) il sera vraisemblablement impossible d'imaginer autre chose qu'une «cohabitation» entre différents modes de productions agricoles. Or, ce genre de cohabitation marque d'ores et déjà toutes ses limites partout où elle est admise, voire imposée de fait, puisque les pesticides, OGM et autres contaminent les cultures Bio ailleurs et

l'Environnement lui-même, notamment par la pollinisation (Greenpeace souligne d'ailleurs, dans un rapport récent, que les «accidents» impliquant des OGM se multiplient d'année en année, en ce compris vers les filières animales, ce qui démontre à tout le moins un manque réel de maîtrise à ce niveau, actuellement). D'après vous, comment trouver un compromis en la matière, puisque celui-ci ressemble la plupart du temps à un jeu de dupes au détriment des voies alternatives d'agriculture, qui risquent d'en être discréditées à terme au yeux du public ?

de coexistence les plus stricts au niveau européen, et qui, nous l'espérons (nous y travaillons), servira de modèle pour le reste de l'Europe. Pour résumer grossièrement, avec ce décret, la culture d'OGM est tout à fait envisageable, mais elle est rendue impossible du fait de leur incontrôlable dissémination : c'est donc la nature même des OGM et non le décret qui empêche leur mise en culture !

En ce qui concerne l'alimentation animale, si l'on veut reprendre la maîtrise, il faut s'affranchir du soja d'Outre-Atlantique qui sera bientôt totalement OGM. L'Europe en importe 35 millions de tonnes par an pour l'alimentation de son bétail, elle ne produit elle même que 20 % de ses protéines végétales. Il faut donc, d'une part que l'Europe mette en place un plan de production de ses propres protéines tout en revoyant les accords de l'OMC qui l'en empêchent, et d'autre part revoir notre production de viande et de produits laitier à la baisse ! Il faut savoir que dans la plupart des petites exploitations biologiques, comme par exemple les signataires de la charte Nature & Progrès, les producteurs sont tout à fait autonomes en protéines et le soja n'y a jamais fait son entrée.

Poser la question, c'est y répondre !

17

A contrario des logiques industrielles, Carlo Petrini, fondateur du mouvement Slow Food, préconise, dans une interview accordée au Soir (4/06/08), une «relocalisation de l'agriculture», afin de «raccourcir les filières» et de «garantir la souveraineté alimentaire de chaque pays». À bien y regarder, il s'agit rien moins que d'une mise en cause radicale de la mondialisation et de l'industrialisation de l'agriculture, qui l'a permise au siècle dernier, en entraînant selon ses termes «une sorte de génocide culturel: le génocide de la culture paysanne». L'agriculture serait-elle donc à défendre, à l'instar de la Culture, comme ne pouvant être régie par les strictes lois du marché en tant que simple marchandise, et comme devant dès lors en être (éthiquement) exclue, au moins partiellement ?

Il n'y a pas de compromis possible. Étant donné les risques énormes de dissémination des plantes génétiquement modifiées dans l'environnement, aucune culture biologique ou traditionnelle ne peut subsister face aux cultures OGM. C'est en partant de ce constat que Nature & Progrès s'est beaucoup investi, depuis quatre ans, dans le groupe de travail que la Région wallonne a mis en place pour l'élaboration du décret de coexistence des OGM et des autres cultures. Ce décret, adopté en juin dernier, est un des textes

**Entretien réalisé par mail,
par Alain Detilleux
08.2008**

www.natpro.be

Calendrier Bio : www.natpro.be/pdf/calendrier.pdf

Manifeste national des paysans et artisans « Saveurs Paysannes » (Fugéa)

« L'alimentation n'est pas une marchandise »

18



1. Constat

On estime actuellement que deux fermes disparaissent chaque minute en Europe (EU 27).

En Belgique, on avait environ 500 000 agriculteurs au début du XX^e siècle... à peine plus de 50 000 fermes en 2005.

Deux fermes valent mieux qu'une !

Surproductions, crises sanitaires, dégradation des ressources et zones naturelles, ouverture des frontières, industrialisation et mécanisation, disparition des zones agricoles, mondialisation accrue depuis une vingtaine d'années ont engendré la disparition et la diminution continue de nombreux paysans : en près de 40 ans, 75 % ont disparu pour des structures toujours plus grandes. C'est tout le modèle agricole productiviste des 40 dernières années qui est à remettre en cause.

Toujours moins cher mais à quel prix ?

Alors que les fermes sont de plus en plus grandes et de moins en moins nombreuses, qu'on exporte à bas prix une grande partie de notre production agricole européenne et qu'on importe à bas prix de plus en plus d'aliments des quatre coins de la planète (*dumping*), paradoxalement **le chômage et le réchauffement climatique ne cessent de croître !**

Qui sait aujourd'hui par qui, où et comment est produit ce qu'il mange, ce qui le vêt, l'énergie qu'il consomme ?

Pour s'alimenter, nous pensons qu'une part croissante de la population est de plus en plus dépendante et esclave de la **grande distribution** (supermarchés, grossistes, grandes chaînes de magasins...) et des **multinationales agroalimentaires**.

Ainsi : « *La vie, la vraie !* », « *Vivez comme vous voulez* », « *Venez chez nous ! Vous trouverez tout, la qualité et pas cher* », nous clament les supermarchés et les grandes firmes du secteur agroalimentaire.

Ces slogans dissimulent une réalité aujourd'hui bien plus pernicieuse :

- en pratiquant la politique du prix le plus bas, la grande distribution met sous pression constante ses employés et ses fournisseurs (paysans, transformateurs, artisans...), ce qui établit un rapport de force inégal ;
- la position monopolistique des chaînes de supermarchés et des centrales d'achats les conduisent à imposer un modèle de production industriel et hyper intensif au détriment de la qualité sociale et écologique des produits ;
- ce système productiviste entraîne la concentration des terres, la mécanisation et l'emploi d'intrants chimiques qui ont pour conséquences directes une diminution drastique de l'emploi agricole et la disparition de la paysannerie ;
- les salariés de la grande distribution sont eux aussi soumis à des conditions de travail de plus en plus dures (flexibilité, temps partiel, bas salaires...) et menacés de licenciements ;
- les marges des opérateurs de la grande distribution sont supérieures à la marge bénéficiaire revenant au producteur. Le consommateur débourse plus pour les frais de commercialisation que pour le travail du paysan. Le prix de la matière première devient négligeable par rapport au prix du produit final ;

exemples :

- le citron bio acheté au producteur à 0,50 €/kg et vendu 1,60 €/kg au détail au supermarché,
- l'exemple du prix de la farine de blé qui ne fait que baisser et du prix du pain qui augmente,
- la pomme Bio d'Argentine est vendue à 4,2 €/kg tandis que la pomme locale de qualité est vendue à 2,5 €/kg,

- les fruits et légumes sont soumis à une standardisation et un calibrage exacerbé pour maintenir les marchés (flux tendu) qui conduisent à une perte de qualité gustative et nutritionnelle, ainsi qu'à un gaspillage de nourriture (produits déclassés et jetés systématiquement par la grande distribution) ;
- suivant cette logique, on priviliege les races animales et variétés végétales « poussées » qui répondent aux impératifs de la productivité et de la grande distribution, ce qui engendre notamment une perte de la diversité biologique et favorise la position monopolistique des industries

19

semencières qui détiennent des brevets sur le vivant;

- les délais de paiement sont allongés au producteur ce qui leur permet de faire des placements financiers spéculatifs;
- coût énergétique et environnemental engendré par le transport et exportations de marchandises (à lui seul le consommateur belge parcourt 2 500 km par an pour faire ses courses);
- perte du lien avec le tissu rural, les paysan(ne)s et la perte de convivialité;
- disparition des marchés paysans locaux, de la vente directe à la ferme;
- le suremballage (à partir de matériaux non recyclables et non renouvelables) augmente de 50 % le volume de nos poubelles et détruit l'environnement et les ressources halieutiques¹...

En plus de la marge bénéficiaire et du coût de commercialisation, il existe toutes sortes de «frais» supplémentaires que le producteur voit déduits de son revenu à son insu. En effet ces «marges arrières» sont justifiées par la grande distribution pour référencer ses produits, être inséré dans les revues promotionnelles, avoir son produit placé à une place de choix dans les rayons, etc.

20

«Le moins cher tue les consommateurs, les artisans, les paysans et détruit notre planète»

En outre, la standardisation exigée des produits, des normes d'hygiène inadaptées, une **Politique Agricole Commune** qui favorise l'industrialisation de l'agriculture, la baisse des prix et l'agrandissement incessant des exploitations constituent des obstacles majeurs au développement de notre mode de production.

Les autorités européennes et puis fédérales imposent des **normes d'hygiène conçues pour l'industrie agroalimentaire** à des producteurs locaux obligés de s'endetter ou disparaître pour se mettre aux normes ou à arrêter leur métier.

Dans le monde agricole et artisanal: des contrôles «musclés», des interdictions de produire ou de vendre, des modifications de normes, de la paperasserie excessive, une communication difficile, des normes inadaptées au secteur artisanal... participent à la disparition accélérée de nos produits paysans du terroir. L'imposition, dès 2002, de ce «surhygiénisme», plus spécifiquement, aux produits laitiers transformés à la ferme a entraîné, en Wallonie

1| L'halieutique peut être définie comme «la science de l'exploitation des ressources vivantes aquatiques». Source: <http://fr.wikipedia.org> (NDLR)

comme en Flandres, l'abandon massif de la transformation, de l'ordre de 50 %. La capitulation de nos dirigeants politiques face aux lobbys des secteurs économiques et financiers a des conséquences désastreuses sur la société et la santé de l'ensemble de la population. Ainsi, au nom du profit à court terme, par le laxisme ou la corruption de certains, les gouvernements sont responsables de l'empoisonnement de la population par la non interdiction de produits toxiques, cancérogènes, mutagènes, etc.

Il est encore plus grave de constater l'existence d'une collusion douteuse entre les lobbys industriels et la commission européenne. La prolifération des conservateurs, stabilisateurs, des pesticides et biocides, de l'irradiation des aliments, le programme REACH voté et allégé sont autant d'exemples démontrant l'irresponsabilité de certains pouvoirs politiques démissionnaires ou corrompus. L'absence de mesures sérieuses concernant le changement climatique au nom de l'emploi et de la croissance est également criminel pour la population et les générations futures du globe entier.

«Étant donné l'état actuel de l'agriculture dans le monde, on sait qu'elle pourrait nourrir 12 milliards d'individus sans difficulté. Pour le dire autrement: tout enfant qui meurt actuellement de faim est, en réalité, assassiné»-Jean Ziegler, Rapporteur spécial de la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU pour le droit à l'alimentation

Face à ce rouleau compresseur du capitalisme, de l'industrie agroalimentaire et chimique et à la marchandisation de l'alimentation et des Hommes, une alternative existe... l'agriculture paysanne.

2. Nos Revendications

L'agriculture paysanne

Les mouvements paysans de **Via Campesina** dont fait partie la **FUGEÀ** et le **VAC**, défendent les intérêts des paysans, des travailleurs agricoles et des sans-terre, c'est pourquoi ils se mobilisent pour résister aux politiques néo-libérales et promouvoir

des alternatives basées sur le respect des droits humains, la souveraineté alimentaire, la protection de la diversité biologique, la défense d'une agriculture paysanne durable et l'égalité entre les hommes et les femmes.

Nous, paysans, revendiquons le concept d'agriculture paysanne qui répond à des critères à la fois de durabilité, de respect de l'environnement et de renforcement du tissu social local. Cette vision affirme que l'agriculture n'a pas comme seul rôle de produire des denrées alimentaires mais a aussi un rôle social, culturel (gastronomie, etc.), environnemental et de fournir à un prix juste et équitable de la nourriture de qualité, équitable et savoureuse.

L'agriculture paysanne doit permettre à un maximum de paysans répartis sur tout le territoire de vivre décemment de leur métier en fournissant sur une ferme à taille humaine une alimentation saine, savoureuse et de qualité, à prix abordable, et cela sans épuiser les ressources naturelles de demain.

Le paysan gère l'espace naturel depuis la nuit des temps, cette fonction écologique de l'agriculture paysanne a une valeur non marchande et est souvent sous estimée par méconnaissance de la société. De plus, les paysan(ne)s participent avec les citoyens à rendre le milieu rural vivant et animé dans un cadre de vie apprécié par tous.

L'agriculture paysanne porte en elle trois dimensions aussi fondamentales les unes que les autres:

1. Elle a une **dimension sociale** basée sur l'emploi, la solidarité entre paysans, entre régions, entre paysans du monde. Le respect du droit à produire pour chaque paysan et chaque région est fondamental, sans quoi les plus puissants empiéteront sur le droit de vie des autres, ce qui n'est pas gage d'équilibre et d'humanité. L'agriculture paysanne permet à un maximum d'actifs d'exercer la profession agricole.
2. Elle doit être **économiquement efficace**. Le paysan doit pouvoir obtenir un revenu rémunérateur pour sa production et couvrir ses coûts de

production. C'est la condition pour que les paysans puissent vivre décemment avec des volumes de production relativement modestes et pour maintenir un nombre plus élevé de fermes. Cette production économiquement efficace va de pair avec une production de qualité, sans OGM. Elle doit aussi créer de la valeur ajoutée, par rapport aux moyens de production mis en œuvre et aux volumes produits.

3. Elle doit **respecter les consommateurs et la nature**. C'est la contrepartie obligatoire à la contribution de la collectivité au secteur agricole. Il s'agit ici de la qualité alimentaire, des équilibres écologiques, de paysages, de la biodiversité, etc.

La Souveraineté Alimentaire

Le mouvement paysan mondial Via Campesina a également élaboré en concertation avec la société civile le principe de **Souveraineté Alimentaire**:

C'est le DROIT des populations, de leurs États ou Unions à définir leur politique agricole et alimentaire, sans dumping (vente en-dessous du coût de production) vis-à-vis des pays tiers.

«L'alimentation n'est pas une marchandise»

La souveraineté alimentaire inclut:

- La **priorité donnée à la production agricole** locale pour nourrir la population, l'accès des paysan(ne)s et des sans-terre à la terre, à l'eau, aux semences et au crédit. D'où la nécessité de réformes agraires, du refus des aliments transgéniques (OGM: Organismes génétiquement modifiés) pour le libre accès aux semences, et de la sauvegarde de l'eau comme un bien public accessible à tous.
- Le droit des paysan(ne)s à produire des aliments et le droit des consommateurs à pouvoir décider ce qu'ils veulent consommer.
- Le droit des États à **taxer les importations agricoles** et alimentaires à trop bas prix.
- Obtenir des prix agricoles liés aux coûts de production : c'est possible à condition que les États ou Unions aient le droit de taxer les importations à trop bas prix, qu'ils s'engagent pour une production paysanne durable et qu'ils maîtrisent la production (**gestion offre**) sur le marché intérieur pour éviter des excédents structurels.
- La participation des populations aux choix des politiques agricoles. La reconnaissance des **droits des femmes paysannes** qui jouent un rôle majeur dans la production agricole et l'alimentation.

21

3. Nos propositions

C'est en tenant compte de ce constat et de ces deux principes d'Agriculture paysanne et de Souveraineté alimentaire que nous paysan(ne)s et artisan(ne)s avons décidé de créer une alternative, la coordination nationale et la marque autogérée, du même nom: «Saveurs Paysannes».

L'objectif est de promouvoir et défendre les produits paysans et artisanaux en rassemblant au niveau national toutes les initiatives paysannes existantes. Ainsi nous voulons faire connaître les produits paysans partout en Belgique pour dynamiser l'agriculture paysanne en solidarité avec la société civile.

Un modèle alternatif de distribution: le circuit court

Le circuit court, appelé aussi la filière courte, est un mode de commercialisation directe avec un minimum d'intermédiaires, ce système de commercialisation se base sur une **économie locale et des rapports équitables**.

L'objectif est que le producteur soit le premier bénéficiaire de la vente de ses produits et non plus les intermédiaires comme c'est le cas dans la grande distribution et le secteur agroalimentaire conventionnel.

22 Pour cela, le producteur assume lui-même la commercialisation ou avec l'aide d'une coopérative et/ou d'un artisan boucher, brasseur, boulanger, meunier, etc. et/ou en partenariat avec les consommateurs.

Ainsi, on cherche à éviter un maximum d'intermédiaires commerciaux qui contribuent à diminuer drastiquement la marge bénéficiaire du producteur et répercutent directement ces surcoûts de commercialisation sur le prix du consommateur (prix au détail). Nous voulons un prix juste qui tienne compte des véritables coûts de production, y compris toutes les externalités sur l'environnement, la société et la santé de la population.

Pour soutenir et développer l'agriculture paysanne, l'engagement des citoyens, des consomm'acteurs dans des coopératives locales et des **collectifs solidaires des producteurs** est aujourd'hui devenu une nécessité urgente. Les marchés fermiers paysans, les magasins à la ferme, les restaurateurs, les brasseurs, les transformateurs artisans participent également au développement du circuit court. À terme, nous souhaitons que le nombre de fermes augmente pour répondre ainsi à la demande de la population en produits paysans de qualité et de proximité.

Autonomie, convivialité, solidarité et accueil

En nous rassemblant au niveau national, régional et local («pays», parc naturel...), nous appelons nos concitoyens à développer leur **autonomie alimentaire** et renforcer à la fois l'autonomie des payan(ne)s et artisans. Par là nous entendons, la possibilité de (re)créer nos propres règles, logiques, modes de production, de fonctionnement et de contrôle, **face au déficit démocratique existant dans la société actuelle**.

La nouvelle coordination de **Saveurs Paysannes** s'inscrit dans une dynamique collective, égalitaire, participative et d'autogestion. La **solidarité** et l'engagement de tous dans cette coordination citoyenne sont indispensables.

En coopérant de la sorte avec les artisans et les producteurs paysans, les citoyens participent au maintien d'une agriculture à échelle humaine et soutenable.

La convivialité est un souci majeur. La rencontre et l'échange sont au cœur de la dynamique de l'agriculture savoureuse et paysanne.

Agronomie écologique et paysanne

Nous soutenons et encourageons un **mode de production agricole écologique**, pratiqué par des paysans et paysannes respectueux de l'environnement et de la santé de la population. Nous encourageons une agriculture la plus autonome possible, avec le moins d'intrants agricoles (pesticides et engrains chimiques).

Pour garantir ce mode de production, nous préconisons l'évaluation participative réalisée par les paysans en lien avec un groupe de citoyens qui se regroupe autour des «Amis de Saveurs Paysannes» (voir ci-dessous Système de Garantie Participative). L'agriculture biologique paysanne locale constitue également une garantie suffisante de respect de l'environnement (transports, mode de production...) et des aspects sociaux (revenus rémunérateurs, conditions de travail...), sans que la certification biologique ne constitue une condition suffisante pour faire partie de Saveurs Paysannes.

Nous soutenons un artisanat de qualité lié à la terre, aux produits locaux, aux Hommes, à la culture locale (brasserie, meunerie, restaurants...)



«L'alimentation, la santé et l'environnement ne sont pas négociables»

Considérant la problématique du réchauffement climatique et le contexte énergétique actuel, nous désirons une **gestion rationnelle et durable de l'énergie**. Nous voulons que soient favorisées les énergies renouvelables. C'est pourquoi, nous préconisons et pratiquons une production d'énergie à la ferme et une réduction d'utilisation de l'énergie par des modes de production durables.

Principe de précaution

Il s'agit du principe selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives visant à **prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à la santé et à l'environnement**.

Pour rappel, c'est au cours du Sommet de la Terre², réuni à Rio de Janeiro en juin 1992, que ce principe bénéficie d'une reconnaissance planétaire³. Dans l'histoire de la construction européenne, le principe de précaution est introduit avec le Traité de Maastricht⁴. Nous exigeons son application aux technologies mises en œuvre par les multinationales du secteur agro-alimentaire car les risques qui pèsent sur la santé de la population et sur l'environnement sont extrêmement graves. Nous pensons tout particulièrement aux risques liés à l'usage des PGM/OGM (alimentation humaine et alimentation pour bétail) et leur dissémination incontrôlable dans le monde et en Europe mais aussi à l'usage de certains pesticides systémiques qui mettent en péril l'apiculture du pays en affectant le système nerveux des abeilles. Ce qui est d'autant plus préoccupant que les abeilles sont d'excellents témoins du vivant, de l'agriculture et de notre environnement.

24

Système de Garantie Participatif

Pour garantir la qualité paysanne de nos produits, nous proposons la mise en place d'un Système de Garantie Participatif (SGP). Pour ce faire, la participation directe

2| http://fr.wikipedia.org/wiki/Sommet_de_la_Terre

3| Point 8 du préambule de la Convention de Rio sur la diversité biologique, voir: http://fr.wikipedia.org/wiki/Convention_sur_la_diversit%C3%A9_biotique

4| Art. 130R devenu 174 avec le Traité d'Amsterdam : «La politique de la Communauté [...] vise un niveau de protection élevé [...]. Elle est fondée sur le principe de précaution et d'action préventive, sur le principe de correction, par priorité à la source, des atteintes à l'environnement et sur le principe du pollueur - payeur.»

des paysans et même d'autres citoyens dans le processus d'évaluation de la ferme est nécessaire. Une telle implication est réaliste, dans un contexte de petites fermes et de circuit court.

La participation active permet aux partenaires plus d'autonomie et leur donne aussi davantage de responsabilités, ce qui exige que le programme SGP mette la priorité sur la formation et la capacité d'organisation, à la fois pour les producteurs et les autres citoyens.

Concrètement, des équipes des «Amis de Saveurs Paysannes» et de producteurs membres et signataires de «Saveurs Paysannes» effectueront des visites d'évaluation des fermes une fois par an. Ces visites s'effectuent dans un esprit de bonne entente, de convivialité et de respect mutuel.

Cette participation active permet aux programmes SGP d'être plus légers en termes de gestion administrative et de documentation, ce qui compte pour beaucoup quand il s'agit d'intégrer la production dans le cadre de l'agriculture paysanne.

Tandis que les systèmes existants de certification partent de l'idée que les paysans doivent prouver qu'ils sont conformes avant d'être certifiés, le système de garantie participatif, au contraire, se base sur la **confiance**. Il se bâtit sur la **transparence**, dans un contexte qui réduit au minimum la hiérarchie des instances administratives. Ainsi le programme SGP se met en place tout en évitant des subventions coûteuses pour les paysans et citoyens, la politique agricole étant trop souvent définie en fonction des objectifs de l'agro-industrie plutôt que basée sur une vision de justice sociale et de bien-être de la société.

Ce sont donc les paysans et les «Amis de Saveurs Paysannes», eux-mêmes qui vont veiller mutuellement à la qualité de la production.

Réflexion, information et sensibilisation

Il nous paraît primordial de développer, et d'amener au sein de la société, la réflexion sur l'agriculture, l'alimentation, les modes de distribution, en lien avec l'environnement,

les aspects sociaux et les rapports nord-sud et est-ouest. La réorientation des politiques agricoles (PAC) est urgente.

Les paysan(ne)s, les groupements paysans, les associations, ONG et les collectifs citoyens sont ainsi une source d'information et constituent une plate-forme à partir de laquelle **informer et sensibiliser un nombre toujours plus grand de citoyens**.

Nous invitons les ONG, les associations, les parcs naturels, les groupes de consommateurs organisés à devenir «partenaire officiel de Saveurs Paysannes» en adhérant à la vision de ce manifeste. De même tous les citoyens et individus sont invités à devenir membres de l'association «Les Amis de Saveurs Paysannes».

Nous invitons ainsi **tous les acteurs de la société civile** à soutenir l'agriculture paysanne et la souveraineté alimentaire et ainsi à contribuer au développement de la coordination nationale et de la marque «Saveurs Paysannes».

Procédure d'adhésion

Pour être membre chaque paysan, et artisan, magasin devra **signer et respecter** le contenu de ce manifeste ainsi que se faire membre de la **FUGEA**.

Des cahiers des charges approuvés par Saveurs Paysannes et un **ROI** (Règlement d'Ordre Intérieur) devront être respectés également ainsi que le principe d'autogestion.

Une structure citoyenne créée en parallèle et qui s'appelle «**Les amis de Saveurs Paysannes**», est composée de personnes qui soutiennent notre démarche et fera le poids citoyen face aux politiques néolibérales en agriculture (citoyens, GAS, GAC, etc.) La société se prend en main et défend les paysans et son alimentation de qualité. Le principe de La Souveraineté Alimentaire est ainsi mis en pratique. Dans la même logique, des structures plus importantes comme des ONG, associations, coupoles, coupole de GAS... peuvent devenir «**partenaire officiel de Saveurs Paysannes**» en signant le manifeste et supportant notre action au quotidien.

Infos : www.saveurspaysannes.be

Wallonie-Bruxelles :

Bernard Moreau, D. Dubois, Ann Loick, Michel Paque
- 065 33 55 03 (FUGEA)

Vlaanderen-Brussel :

Jean Pierre Cuvry et Jean-Pierre Deleener

Libramont, 27 juillet 2007

25

Questions à Xavier Delwarte, Secrétaire général de la Fugéa

«Pour nous, l'autonomie au sein de la ferme est très importante, car plus l'agriculteur sera autonome, moins il sera pieds et poings liés avec l'industrie et le Marché et plus il pourra lui-même orienter sa ferme»

Résolument jeunes :
Comment la Fugéa s'est-elle constituée, à l'origine, notamment comme organisation de jeunesse ?

Xavier Delwarte - Fugéa :
La Fugéa s'est constituée, dans les années 70, contre le projet d'un camp militaire à Marche-en-Famenne, parce que celui-ci devait s'implanter sur des terres agricoles. Le Gouvernement entendait exproprier les agriculteurs contre des sommes dérisoires sans compensation de terres¹, ce qui a soulevé une opposition assez radicale au sein des mouvements de jeunes paysans qui ont bloqué les routes autour de Marche-en-Famenne, occupé le site du futur camp, etc. Après plus d'un an de contestation, les agriculteurs n'ont pas obtenu gain de cause, mais ils ont fondé ce qui s'appela initialement le FUJA (Front Uni de Jeunes Agriculteurs), étant donné que la fronde avait été menée essentiellement par des jeunes². Le sigle à cette époque était un trident, ce qui confirmait la réputation «musclée» que nous avons toujours. Si sur le terrain belge le FUJA a perdu initialement la partie, il n'en alla pas de même lors d'événements similaires dans le Larzac, quelques mois plus tard, où les agriculteurs wallons allèrent appuyer les paysans du coin, dont José Bové était à l'origine un des leaders. Cette lutte, qu'ils ont cette fois remportée, a donné naissance par la suite à un mouvement de lutte pour la terre, au niveau européen.

Il y a 3-4 ans, le FUJA est devenu la Fugéa (Fédération Unie de Groupements d'Éleveurs et d'Agriculteurs), d'abord parce que ça fait plus de 20 ans que cette association ne compte plus seulement des jeunes et aussi parce qu'elle a fait une place certaine aux femmes³, mais également parce que ce label «jeunes» nous excluait formellement des négociations politiques importantes.

Durant des années nous avons été considéré comme un mouvement ultra-minoritaire, tenants d'un discours ringard, à côté des réalités. Mais, désormais, du fait de toutes les problématiques actuelles concernant le réchauffement climatique, les liens avec les pays du Sud et le soulèvement de ces paysans opprimés, on voit que notre réflexion et notre discours sont très globaux et n'ont pas une approche corporatiste,

1| En Wallonie actuellement, 2000 ha de terres sont en voie d'expropriation. La Fugéa revendique des compensations de terres et non uniquement des compensations financières.

2| Depuis 15 ans, la Fugéa est reconnue comme Organisation de jeunesse et Mouvement spécialisé, bien qu'aujourd'hui des membres de tous âges en fassent partie.

3| Les femmes font partie intégrante des différentes commissions sectorielles de la Fugéa - notamment au sein de Saveurs Paysannes - avec au moins une représentation minimum, afin que la sensibilité féminine ait toujours droit de cité dans le mouvement et dans ses orientations.

À la lecture de votre manifeste, ce qui frappe l'esprit ce sont des expressions telles que «une dynamique collective, égalitaire, participative et d'autogestion» ou des termes comme «autonome», «coordination citoyenne», etc.; chacun de ces termes se retrouvant par ailleurs à toutes les pages du Manifeste. Or, si la «Solidarité» est une notion (souvent galvaudée) de gauche, «l'Autogestion» en est une proprement libertaire. Jusqu'où va votre rapport, conscient ou non, à l'anarchisme, à titre personnel et au sein de des fondements et de l'action de la Fugéa?

locale, etc. Au contraire, nos réflexions sont issues du mouvement *Via Campesina*, le Mouvement paysan mondial, créé en 1996 à Mons, lors d'une réunion de la Fugéa.

Au niveau du grand public, nous étions d'abord vus comme des «marginaux», mais depuis, le message passe que ce n'est pas en favorisant l'hyper productivisme à tous les niveaux qu'on va résoudre les problèmes localement; il y a dès lors une prise de conscience naissante, d'abord au niveau des citoyens, des agriculteurs, du consommateur, etc. Et du fait de toute cette pression, ce sont aussi les politiques qui commencent à aller dans notre sens. Bien entendu c'est loin d'être facile, notamment du fait que certains partis nous prennent encore de très haut, mais en tout cas la Gauche et le Centre sont de plus en plus à l'écoute et embrassent aujourd'hui sur nos orientations politiques.

Pour nous, l'autonomie au sein de la ferme est très importante, car plus l'agriculteur sera autonome, moins il sera pieds et poings liés avec l'industrie et le Marché et plus il pourra lui-même orienter sa ferme. Donc, on ne dit pas qu'il doit être autonome à 100 %, parce que c'est quasi-impossible du fait de la grande diversité du secteur, qui va de la comptabilité au marketing, en passant par la vente et surtout la production, où il faudra bien toujours acheter une machine à quelqu'un, etc. Quand on parle d'autonomie c'est surtout au niveau de l'alimentation du bétail pour que l'agriculteur puisse produire lui-même un maximum (au moins 70 à 80 %) d'alimentation du bétail au sein de la ferme: si on a un élevage, avoir des prairies et ne pas dépendre d'apports extérieurs, comme du soja du Brésil, d'autant que tous les prix au niveau du marché extérieur ont flambé suite à la spéculation (et pas tant par rapport à la demande plus grande, comme on nous le dit) des Fonds pensions qui se sont retournés en plaçant leurs argent dans le secteur primaire agricole, où il y avait plus matière à se faire de l'argent. Or, c'est un discours que l'on tient depuis 20 ans à la Fugéa et à *Via Campesina* et l'on se rend compte aujourd'hui que les agriculteurs qui ont pris le parti de l'autogestion deviennent plus «compétitifs» et mieux armés face à la

mondialisation libérale. En somme, il y a un fameux retour de l'Histoire, là où ceux que l'on voyait comme des parias sont devenus désormais une sorte de «modèle».

Un autre aspect de l'autonomie est celle de la maîtrise énergétique, où notre Cellule Énergie, présidée par Philippe Duvivier, réfléchit à comment produire l'énergie à la ferme (ex.: biométhanisation, énergie solaire, cogénération, etc.), comment en revendre l'excédent, etc.²⁴

On sait que les clefs du siècle prochain seront l'énergie et l'eau, mais également l'alimentation dont les prix vont flamber rapidement, puisqu'elle est entre les mains de quelques multinationales. À ce niveau, les agriculteurs se sont laissés endormir durant des années en achetant des semences «hybrides», qui, bien avant les OGM, ont donc supprimé la reproduction naturelle des semences. Néanmoins, certains hybrides ont permis à certains agriculteurs de refaire des semences, qu'on a appelé des «semences fermières», mais l'Europe, sous pression du lobby des multinationales, a interdit aux agriculteurs de faire des «semences fermières» par une directive, appliquée en Belgique!

Ceci dit, nous avons déjà obtenu plusieurs fois gain de cause en justice sur des questions assez techniques dans ce cadre et nous persistons à demander que les agriculteurs puissent continuer à multiplier leurs semences, comme le fait 90 % de la population mondiale. Il serait tout de même absurde que les agriculteurs européens ne puissent pas le faire, au profit de quelques multinationales!

Donc, s'agissant de la Fugéa, s'il est clair que le mouvement contestataire est né sur des bases un peu anarchistes suite à la lutte contre l'Armée, nous défendons aujourd'hui un mouvement beaucoup plus large en vue de renforcer l'aspect de solidarité, non seulement entre les différents corps de métier et les producteurs, quand on sait qu'un producteur du Centre de la Wallonie et un des Hautes-Fagnes ou de Gaume ne se connaissent pas! Avec Saveurs Paysannes, l'idée était, par la mise en marché commune des produits, de mettre ces paysan(ne)s ensemble et de les faire collaborer pour être plus forts, aussi politiquement, car ce qui a tué les agriculteurs c'est de n'être pas solidaires entre eux. Saveurs Paysannes est donc constituée sur ces deux piliers: une idéologie claire et des produits sans perte de qualité.

— — — — —
4| Une position concrète est sortie à Libramont 2008. À voir sur le site de la Fugéa: www.fugea.be



Le ton du Manifeste est très clairement «politique», en ce qu'il ne propose pas seulement des voies alternatives (au sens un peu désuet de l'alter-mondialisme) de production agroalimentaires (bio, échange équitable, etc.), mais remet en cause sur le plan idéologique l'ensemble de l'*habitus* productiviste et, à travers lui, les bases mêmes de l'économie de Marché appliquée à l'agriculture, puisqu'il prône, en définitive, un statut plus «culturel» (comme pour le œuvres d'Art ou le Patrimoine immatériel) que «marchand» aux activités et productions agricoles. Ce «programme politique» vous fait-il entrevoir, à terme, la constitution d'une branche politique (au-delà du groupe de pression que vous constituez) susceptible, par exemple, de mettre en pratique, au niveau parlementaire, les principes que vous revendiquez ?

30

Non. L'idée actuelle de la Fugéa est d'être apolitique et non-confessionnelle, afin de pouvoir influencer tous les partis, qu'ils soient de droite ou de gauche, car il est important de rester en-dehors du jeu politique. Par contre, il y a nécessité d'avoir un programme politique et une ligne politique claire, ce qui n'est vraiment pas le cas du mouvement [paysan] majoritaire, qui va une fois à droite, une fois à gauche selon la conjoncture, là où nous avons la même ligne depuis 30 ans, tout en la développant et en la précisant vers l'autonomie et l'autogestion, en ce compris avec les paysans du Sud. Il est important que nous cessions l'intensification qui crée des excédents, que nous envoyons ensuite en Afrique ou même parfois en Asie et en Russie, et qui arrivent là-bas à un prix inférieur aux coûts de production locaux, le tout payé par des subsides européens à l'exportation. Ces subsides, dont l'enveloppe est énorme, ne profitent pas aux agriculteurs (contrairement aux idées reçues), mais aux boîtes qui font l'exportation vers le Sud. Le «Libre-échange» prôné par l'OMC est en fait un système sclérosé qui ne profite qu'à quelques grands groupes industriels. Nous disons qu'on peut maintenir ces subsides, mais qu'il faut réorienter la politique agricole commune pour qu'elle favorise une agriculture qui serve à nourrir les gens le plus localement possible, en filière courte, avec des prix rémunérateurs.

C'est donc aussi un programme culturel et l'on parle souvent d'agri-«culturel», puisque selon nous, l'agriculture fait partie de la Culture. Cela va de pair avec certaines valeurs issues du milieu rural, lesquelles sont vraiment en voie de disparition, avec la disparition des paysans. Aujourd'hui, on se retrouve avec des villages n'ayant plus qu'un agriculteur dans le meilleur des cas, voire plus d'agriculteur du tout. Et quand le dernier agriculteur ferme, c'est vraiment tout un pan d'histoire de nos campagnes qui disparaît, or, on ne fait rien pour maintenir ces paysans et pour en installer, vu le contexte administratif et économique – là est notre cheval de bataille.

Cependant, des gens viennent à présent des villes, comme l'asbl «Le début des



31

On a vu récemment les paysans s'associer aux camionneurs pour réclamer des facilités d'accès au carburant professionnel. Quelqu'un dans la presse faisait par ailleurs remarquer que, là où, de manière conjoncturelle (pétrole cher), cette «alliance» avait un sens, structurellement, elle verrait s'opposer ces secteurs fondamentalement antagonistes, puisque les camions sont l'apanage-même du productivisme libéral, là où, la Fugéa elle-même prône radicalement la fin des flux tendus et le retour aux filières courtes.

A contrario, l'autre secteur économique qui est en prise directe avec la qualité de sa propre production, la dégradation de l'environnement et les coûts liés au pétrole, et qui souffre des mêmes maux que dénonce le Manifeste Saveurs Paysannes, est le secteur de la Pêche. Qu'en est-il des rapprochements possibles entre paysans et pêcheurs, qui sont de facto des alliés naturels

haricots»⁵, avec qui nous collaborons, et qui mettent sur pied des formations pour des gens de la ville qui voudraient apprendre l'agriculture paysanne. Ils font donc un premier travail d'initiation et ceux qui seraient vraiment intéressés passent alors chez nous pour le côté purement installation, pour apprendre les techniques, l'aspect législatif, les normes, etc.

De même, les GAS⁶ (Groupes d'Achat Solidaires) tendent à créer un vrai lien entre les consom'acteurs en ville, avec l'idée de les faire aller de temps-en-temps en ferme pour voir comme ça se passe. Au-delà des différences culturelles, il ne faut pas se regarder en chiens de faïence, mais collaborer, ce qui est un message qu'il n'était pas toujours aisément de faire passer rapidement dans le milieu rural. Avec les années cependant, on arrive à casser les barrières, notamment avec les agriculteurs flamands tout autour de Bruxelles. Ainsi, avec Saveurs Paysannes on a tout de suite voulu travailler au niveau National (et ne pas se cantonner à la Wallonie), en réseau avec les producteurs, les transformateurs, mais aussi avec des magasins qui distribueraient nos produits ou qui le font déjà.

Le lien avec les camionneurs existe partiellement, parce que ce sont eux qui apportent certaines matières premières au niveau du monde agricole, qui ne sont pas nécessairement des matières qui viennent du bout du monde. Nous avons plusieurs de nos membres qui sont dans le milieu des transporteurs, ce qui peut faciliter la réussite de certaines actions, etc. Nous avons ainsi bloqué la centrale d'achat de Colruyt durant une nuit, dans le cadre de la problématique du lait. Le problème est celui de la fuite en avant des prix, qui oblige les

(avec ou sans jeu de mots), au-delà de la conjoncture pétrolière ?

agriculteurs (seul secteur économique à pouvoir se décapitaliser) à vendre leur lait en-dessous des coûts de production et donc du prix rémunérant (coût de production + revenu) – puisque évidemment, ils ne vont pas jeter leur lait – ce, à cause du dumping de certains qui vendent leur lait à bas prix dans d'autres pays. À ce propos, j'ai encore vu ce matin deux agriculteurs en dépression et deux autres se sont encore suicidés le mois passé ! C'est pour arrêter cette crise profonde restée sous silence, que nous demandons de relocaliser la production paysanne et la consommation, afin de pouvoir vendre au-dessus du coût de production. De même, nous demandons de pouvoir faire la mise en marché, parce que dès qu'on passe par des intermédiaires, ce sont eux qui prennent les marges importantes.

Bien entendu, le pétrole n'est pas la voie à poursuivre selon nous, mais bien l'énergie produite au sein de la ferme, qui nous permettrait d'être plus autonomes. Par ailleurs, il y a effectivement un rapprochement à faire entre les paysans et les pêcheurs car nous sommes dans la même lutte, en ce sens que l'Europe a extrêmement intensifié et industrialisé ces deux secteurs, à grands coups de subsides, lesquels sont aujourd'hui octroyés aux pêcheurs pour laisser ces grands bateaux au port du fait de la chute des stocks de poissons en mer, due à la pêche intensive⁷. C'est une politique que nous jugeons tout à fait incohérente, parce même quand l'Europe réduit les époques de pêche de différentes espèces, elle ne travaille pas sur l'instrument de marché global, c'est-à-dire qu'elle ne réduit pas la pêche intensive hors de l'Europe, qui se fait au détriment des peuples autochtones vivant de cette pêche locale et nourrière. Or, quand nous favorisons une agriculture paysanne, nous voulons arrêter l'agriculture productiviste – c'est la même chose au niveau de la pêche. Il y a donc des liens importants et c'est pour cela qu'au niveau de Via Campesina, il existe une section «Pêche», ce qui veut dire qu'il y a déjà fédération au niveau international. Moins au niveau belge, parce qu'il ne reste sans doute que quelques dizaines de pêcheurs artisiaux à Zeebruges, car la pêche artisanale a déjà payé un lourd tribut ; par contre, nous avons des contacts avec des pêcheurs de Lorient en Bretagne – l'un d'eux est d'ailleurs venu expliquer sa situation lors de notre réunion de Via Campesina au Mali, récemment.

5| L'asbl «Le début des haricots» est membre de la Fugéa. Nous consacrerons un article à cette asbl et aux formations qu'elle dispense, dans notre prochain numéro. www.haricots.org

6| Les GAS sont soutenus par Saveurs Paysannes. www.gas-bxl.collectifs.net

Dans un documentaire récent («We feed the world»), on voyait le PDG de Nestlé déclarer que le discours qui admet que l'eau soit un bien commun qu'il est anormal de vendre comme une marchandise, était tenu par des «extrémistes»! Il se trouve que c'est le même discours que vous tenez à propos de l'agriculture, dans votre Manifeste qui a toutes les allures d'un texte de lutte – autant dire d'une déclaration de guerre à l'encontre du Marché. Jusqu'où pensez-vous pouvoir aller, avant qu'on ne vous arrête ou que vous deviez radicaliser davantage votre discours et vos actions?

34

Il est clair que nous avons un discours contre le libre-marché en vue de le stopper, car en fait c'est de la vaste blague, puisque seulement 10 % des matières circulent à travers le monde et ce sont ces 10 petits pourcents qui cassent l'ensemble du marché. Donc, le libre-marché ne favorise que des boîtes comme Nestlé, qui se remplissent les poches, au niveau du lait, par exemple, sachant que c'est la plus grande multinationale agroalimentaire. Elle peut donc, grâce au libre-marché, acheter la matière première la moins chère à un moment [et un endroit] donné, et peut changer ses fournisseurs dans un court laps de temps, par une restructuration. Donc chez Nestlé, ils n'en ont que foutre des réalités sociales et environnementales, locales ou régionales; tout ce qui les intéresse c'est d'acheter au plus bas prix pour revendre au prix le plus élevé possible afin de créer une grande valeur ajoutée. Donc, on accuse souvent les fermiers en leur disant: «vous augmentez vos prix au niveau de la ferme», alors que cette augmentation est très faible par rapport à celle qui existe à la vente en grandes-surface. Ce sont en fait les intermédiaires qui se «sucrent» et qui prennent les paysans en otage en justifiant leur augmentation par celle des producteurs. C'est important de le dire, car les grandes-surface augmentent sans cesse leurs prix et davantage encore au niveau de la nourriture de qualité. Ainsi, pour le Bio, ils savent qu'il y a possibilité d'augmenter les prix, puisque ce sont des gens qui ont un pouvoir d'achat plus grand qui peuvent se les payer (Les marges oscillent dans ce secteur, entre 150 et 300 %!) Or, à Saveurs Paysannes, nous défendons des produits de qualité, en filière courte, à un prix abordable pour Monsieur Tout-le-monde, afin que ce ne soient pas des produits d'élite. Ainsi, en ouvrant un magasin à Bruxelles, on casse la filière, en proposant des paniers, des sandwiches, de la restauration paysanne, etc., dans le but de rendre les produits accessibles tout en payant les producteurs à un prix rémunératrice. Un problème aussi est, par exemple, qu'au niveau des petits marchés locaux, les produits sont désormais issus le plus souvent des mêmes centrales d'achat que les grandes-surface, mais comme ils achètent des quantités moindres,

ils vendent plus cher que dans la grande distribution, et ne se démarquent donc pas de celle-ci. Donc, c'est loin d'être évident pour le consommateur d'y voir clair et c'est pour ça qu'on a voulu créer, avec Saveurs Paysannes, un réseau, une marque, notamment sur Internet, qui va s'étoffer au fur et à mesure du temps, avec des paysan(ne)s sur le terrain, qui veulent travailler autrement et qui ont une réflexion. Cela donne donc une visibilité aux producteurs qu'ils n'avaient pas au niveau du grand public, dans les villes, les collectivités, en vue de favoriser des consom'acteurs.

**Entretien réalisé par Alain Detilleux
08.2008**



35

Questions à Thérèse Snoy, Députée fédérale Écolo

36

«C'est peut-être grâce à l'augmentation du prix du pétrole que l'on comprendra l'intérêt de modes de production plus liés au sol et aux rythmes naturels»



Résolument jeunes :

Comme parti politique pionnier en matière de promotion de l'agriculture biologique, né à une époque où la sensibilisation à la préservation de l'environnement était à la fois moins grande dans le grand public et où, d'autre part, l'impact industriel sur l'environnement n'était pas si large et profond qu'aujourd'hui (on ne parlait par exemple pas encore d'OGM), ne pensez-vous pas que la qualité même de la filière Bio est d'ores et déjà altérée significativement par les conditions environnementales globales qui prévalent depuis des décennies ? Autrement dit, le Bio n'est-il pas malheureusement devenu l'arbre utopiste qui cache la forêt des dévastations industrielles, ou mieux, une façon de gérer le désastre ?

La FAO (*Food and Agriculture Organization of the United Nations*) commence à se positionner positivement par rapport à l'agriculture organique, qui semble à même de réintroduire des processus de production biologiques au sein d'une logique de production à grande échelle (loin donc du «potager» Bio à usage local), actuellement monopolisée par l'agriculture industrielle. Que pensez-vous de cette alternative en pleine croissance (20 %/an aux USA, en France ou au Japon¹), qui, de l'avis même de la FAO ne concernera pourtant à terme qu'une petite proportion d'agriculteurs à travers le monde ?

¹ FAO - Rapport du Comité de l'agriculture sur l'agriculture organique, Rome, 1999. Disponible sur : www.fao.org/unfao/bodies/COAG/COAG15/x0075f.htm

Thérèse Snoy - Écolo :

Il est vrai que la production biologique subit inévitablement les retombées des pollutions atmosphériques et de l'eau et que ses produits risquent d'être contaminés *a posteriori* par d'autres intrants de la chaîne alimentaire. Mais la certification bio est un cahier de charges précis, homogène au niveau européen et même mondial et est donc très exigeante pour les producteurs. Les produits sont donc exempts de quasi toutes traces de pesticides, ce qui leur donne une plus-value indéniable sur le plan de la santé publique.

Un autre grand avantage du bio est moins connu : il préserve la qualité des sols. Le principe même de l'agriculture biologique est de se baser sur la vie biologique des sols, et donc de la préserver ; alors que l'agriculture «conventionnelle» considère le sol comme un simple support, et qu'elle est donc dépendante des intrants souvent d'origine fossile et ne préserve pas les sols à terme. Or ce capital «sols» est en voie de dégradation grave en Europe ; l'agriculture bio sert à le préserver.

37

Il faut non seulement une agriculture garante de la protection des écosystèmes mais aussi qui maintienne l'emploi agricole et les paysans autonomes.

Il est de plus en plus reconnu que les «révolutions agricoles» ont amené les paysans à une plus grande dépendance par rapport aux engrains, aux pesticides, au carburant, etc., tous produits de plus en plus coûteux, qui ne sont pas à la portée des petites unités agricoles. Il est donc intéressant de revenir à des pratiques agricoles plus en harmonie avec les écosystèmes, non seulement pour des aspects d'environnement mais aussi pour diminuer les coûts de production et garder les paysans dans le monde rural.

Il faut donc des modes agricoles adaptés aux écosystèmes spécifiques, et non polluants.

Pour nous, il faut sortir le «bio» de sa «niche», ne pas le réservier à une clientèle aisée et sensibilisée, mais favoriser la production et la consommation par des incitants économiques et fiscaux.

Pour des raisons économiques évidentes dans une économie de marché (que l'on nous dit incontournable et que l'on présente comme la panacée – ce qui est un point de vue purement idéologique), il sera vraisemblablement impossible d'imaginer autre chose qu'une «cohabitation» entre différents modes de productions agricoles. Or, ce genre de cohabitation marque d'ores et déjà toutes ses limites partout où elle est admise, voire imposée de fait, puisque les pesticides, OGM et autres contaminent les cultures Bio ailleurs et l'Environnement lui-même, notamment par la pollinisation (Greenpeace souligne d'ailleurs, dans un rapport récent, que les «accidents» impliquant des OGM se multiplient d'année en année, en ce compris vers les filières animales, ce qui démontre à tout le moins un manque réel de maîtrise à ce niveau, actuellement). D'après vous, comment trouver un compromis en la matière, puisque celui-ci ressemble la plupart du temps à un jeu de dupes au détriment des voies alternatives d'agriculture, qui risquent d'en être discréditées à terme aux yeux du public ?

38

Dans son rapport² à propos du tout récent Sommet de la FAO à Rome, Ecolo souligne le manque de courage politique de la Région wallonne (pour ne parler que d'elle) à promotionner résolument le secteur de l'agriculture biologique (recherche, formation, investissements, etc.), malgré une demande plus grande que l'offre qui nous oblige même à importer des produits bio (ce qui est un non-sens économique et écologique), une image de plus en plus positive du bio dans le grand public, un développement possible d'emplois locaux, une réduction potentielle des polluants de tous ordres, à commencer par une dépendance moindre aux énergies fossiles en voie de raréfaction, etc. Avec un tel tableau, qui ressemble presque à un programme de propagande politique tant il est «prometteur», comment les majorités en place ne sautent-elles pas sur l'occasion (même opportuniste) d'aller dans le sens de la tendance actuelle de l'opinion publique? Sommes-nous face à une pure raideur idéologique (prévalant jusque dans les Facultés agronomiques), telle que je l'évoquais plus haut?

2 | «Pour faire du Bio une évidence», rapport de juin 2008 disponible sur: <http://web4.ecolo.be/spip.php?article800>

C'est pour cela qu'il faut résister à la pénétration des OGM en Europe et poursuivre les stratégies de réduction de l'utilisation des pesticides. C'est peut-être grâce à l'augmentation du prix du pétrole que l'on comprendra l'intérêt de modes de production plus liés au sol et aux rythmes naturels.

A contrario des logiques industrielles, Carlo Petrini, fondateur du mouvement Slow Food, préconise, dans une interview accordée au Soir (4/06/08), une «relocalisation de l'agriculture», afin de «raccourcir les filières» et de «garantir la souveraineté alimentaire de chaque pays». Ces propos vont, semble-t-il, dans le sens de vos propres constats. À bien y regarder, il s'agit rien moins que d'une mise en cause radicale de la mondialisation et de l'industrialisation de l'agriculture, qui l'a permise au siècle dernier, en entraînant selon ses termes «une sorte de génocide culturel: le génocide de la culture paysanne». L'agriculture serait-elle donc à défendre, à l'instar de la Culture, comme ne pouvant être régie par les strictes lois du marché en tant que simple marchandise, et comme devant dès lors en être (éthiquement) exclue, au moins partiellement?

La région wallonne ne se décide pas à faire un choix clair en faveur d'un mode de production agricole particulier; elle n'ose pas aller à l'encontre des intérêts des plus grosses entreprises agricoles et a laissé s'organiser la distribution des aides européennes au profit des plus forts. Ceux-ci ne souhaitent pas changer de mode et ils n'y sont pas incités.

Passer au bio demande une formation importante, et n'est pas facile; il faut aussi revoir l'accès aux terres pour les jeunes et les «entrants» dans le secteur agricole; pour le moment, se lancer en bio est vraiment un exploit.

Quant à la recherche, il faut noter un recul des recherches menées sur les méthodes biologiques et l'agro-écologie, au profit des biotechnologies qui sont, elles, souvent cofinancées par les entreprises privées.

Au niveau du consommateur, il reste le problème du prix et d'arriver à rendre le bio plus concurrentiel par rapport aux produits équivalents non bio. Le bio dépendant moins du pétrole pourrait devenir plus concurrentiel.

Mais je pense que le consommateur doit aussi être sensibilisé à l'importance de

la qualité alimentaire pour sa santé et donc être amené à accepter de payer la qualité, car cela lui fait économiser, à terme, d'importants coûts de santé. D'où l'importance de cibler les publics défavorisés dans les programmes nutrition santé; d'où l'importance d'initiatives de groupes d'achat, de contrats entre consommateurs et producteurs, de potagers solidaires, toutes initiatives qui amènent des coûts réduits et des liens sociaux intéressants.

Oui, je pense que Monsieur Petrini a raison et que ce sera l'avenir à long terme, vue la raréfaction des sources d'énergies fossiles. À l'OMC, nous ne sommes pas seuls à considérer que l'agriculture doit être considérée comme un secteur spécifique et doit pouvoir faire l'objet de protection et de régulation, pour protéger la souveraineté alimentaire des États. Le délégué de la Commission des Droits de l'Homme à l'Alimentation, Olivier de Schutter, défend aussi cette option au plus haut niveau des institutions internationales.

Cela se fera progressivement - et chez nous, je pense à l'échelle européenne -, mais il faut déjà développer des circuits (plus) courts aujourd'hui, y compris dans l'optique d'un autre modèle alimentaire, moins centré sur la production animale.

39

Entretien réalisé par mail, par Alain Detilleux
07.2008



Des hommes-poissons lancent la nouvelle campagne du WWF

Damien Vincent, le nouveau directeur du WWF-Belgique, invite les Belges à participer

Le 27 décembre 2007, une dizaine d'hommes-poissons a lancé (...), à la Gare Centrale de Bruxelles, la nouvelle campagne climat du WWF. La campagne a pour but de proposer aux Belges des solutions concrètes pour les aider à réduire leurs émissions de CO₂. À cet usage, le WWF a développé le Climate Impact Reducer, un site regorgeant de conseils pour diminuer nos émissions de CO₂ personnelles. Les hommes-poissons ont invité les navetteurs à participer au Climate Impact Reducer. Par la suite, ils ont parcouru le centre de Bruxelles pour chaleureusement recommander aux passants de prendre part à la campagne climat du WWF.



Climate Impact Reducer et partager ses expériences vis à vis de ses engagements à réduire ses émissions de CO₂. À côté de cela, le WWF récolte des fonds pour soutenir des projets de terrain visant à lutter contre les conséquences du changement climatique, comme la protection des manchots en Antarctique ou l'étude de la fonte des glaciers de l'Himalaya. La récolte de fonds est symbolisée par la vente de pixels sur la photo d'un ours polaire. Plus nous vendrons de pixels, plus nous pourrons investir dans un de nos projets de protection de l'environnement.

La campagne se déroulera tout au long de l'année. Pour l'illustrer, le WWF a choisi un «homme-poisson», un homme qui s'est adapté à l'élévation du niveau de la mer suite au réchauffement climatique et qui [a] muté en homme-poisson. L'homme-poisson est un clin d'œil visant à attirer l'attention et à réveiller le public. En tant qu'organisation scientifique, le WWF sait mieux que personne que les hommes ne pourront jamais muter à ce point. Mais parce qu'une image vaut plus que de longs discours, le WWF a opté pour une image forte et dérangeante qui a pour but de réveiller les Belges. Les hommes-poissons seront présent tout au long de la campagne. (...)

Selon Sam Van den plas, le spécialiste climat du WWF-Belgique, il est grand temps que les Belges agissent pour lutter contre le changement climatique. Car les Belges se situent dans le groupe de tête des plus gros émetteurs de CO₂. «Seuls 21 pays enregistrent des émissions moyennes par personne supérieures à la Belgique. Quelques-uns de nos voisins font même mieux que nous», constate Sam Van den plas. «À la date du 5 février, un Belge a émis autant de CO₂ qu'un Indien durant toute une année. Le 21 octobre, les émissions du Belge égalisaient les émissions annuelles d'un Britannique. Le 8 octobre les émissions de gaz à effet de serre du Belge arrivaient au même niveau que les émissions annuelles moyennes d'un Européen.» Parmi les pays qui dépassent la Belgique, on trouve les Pays-Bas, le Luxembourg, les Etats-Unis et l'Australie. La Belgique fait donc partie du peloton de tête en matière d'émissions de CO₂ et il n'y a vraiment pas de quoi en être fier.

WWF-Belgium asbl

«2007 a été l'année où le grand public a pris conscience des enjeux du changement climatique. 2008 sera l'année de l'action pour le WWF. Le combat contre le changement climatique doit devenir une priorité absolue pour tout le monde», déclare Damien Vincent, le nouveau directeur du WWF-Belgique. «Pour le WWF, le combat contre le réchauffement de la planète a toujours été une priorité absolue. Le WWF avise les politiciens, le WWF travaille en collaboration avec les entreprises pour les aider à réduire leurs émissions de CO₂ et le WWF sensibilise le grand public en proposant des solutions au problème du climat». Le WWF-Belgique sensibilise la population entre autres via le site www.topten.be et plusieurs projets comme le dossier climat destiné aux écoles.

«Tout au long de la campagne, le WWF proposera sur son site (www.wwf.be), toute une série de conseils concrets et facilement applicables grâce auxquels chaque individu pourra réduire ses émissions de CO₂», explique Wim Desmedt, directeur marketing et communication au WWF-Belgique. «Ces conseils tournent autour de quatre thèmes : la mobilité, le logement, les voyages et l'alimentation. Les conseils se rapportant au thème de la mobilité sont disponibles [depuis le] 27 décembre [2007].

Chaque participant peut aussi apposer sa «marque» sur une carte interactive. Tout le monde pourra alors voir à quel point les engagements pris dans sa rue, son quartier ou sa région sont forts. Quelques personnalités bien connues telles que Jo Lemaire et Marie Warnant, ont déjà assuré leur soutien à la campagne du WWF. Chacun d'entre eux va prendre part au

Lexique, pour aller un peu plus loin

Natagora: www.natagora.be
Crioc: www.crioc.be
www.nutrition-sante.be
www.securitealimentaire.org
www.lebienmanger.be
Etopia: www.etopia.be
www.ecolo.be
Éco-consommer: www.mescoursespourlaplanete.com
Fugea: www.saveurspaysannes.be
Nature & Progrès: www.natapro.be
Gas: www.gas-bxl.collectif.net
Les Amis de la Terre: www.amisdelaterre.be
WWF: www.wwf.be
Greenpeace: www.greenpeace.be
Slowfood: www.slowfood.com
www.karikol-slowfoodbruxelles.skynetblogs.be
MSC: Marine stewardshipconcil: www.msc.org
Seafood: www.seafood.com

SEL: Système d'Échange Local: www.selidaire.org
Économie Positive: www.economiepositive.be
Conseil consultatif de Biosécurité: www.bio-council.be
Agriton: Produire des aliments sains par le prof. Dr. Teruo HIGA: www.agriton.nl
Friend of the Earth-Europe: www.foeeurope.org

42

Des Livres:

Les nouveaux paysans
Gilles Luneau
Éditions du Rocher, 1997

Le siècle biotech
Jeremy Rifkin
La Découverte, 1998

Du poisson dans les fraises - Notre alimentation manipulée
Arnaud Apoteker
La Découverte, 1999

Le petit manuel anti-Mac Do à l'usage des petits et des grands
Paul Ariès
Golias, 1999
Le monde n'est pas une marchandise
José Bové et François Dufour
La Découverte, 2000

Nourrir le monde ou l'agrobusiness - Enquête sur Monsanto
Isabelle Delforge
Les magasins Oxfam, Mai 2000

Tous pouvoirs confondus - État, capital, et média à l'ère de la mondialisation
Geoffrey Geuens
EPO, 2003

L'autre mondialisation
Dominique Wolton
Flammarion, 2004

À voir en DVD:

We feed the world
Erwin Wagenhofer - 2005

Une vérité qui dérange
Davis Guggenheim - 2006

Le monde selon Monsanto - de la Dioxine aux OGM, une multinationale qui vous veut du bien
Marie-Monique Robin
Éditions Arte, 2008



43

Devenir animateur? Un jeu d'enfant!



Tu as l'âme d'un animateur, tu as envie d'investir un peu de ton temps et de te consacrer à l'organisation de loisirs pour les enfants. Tu connais un peu l'univers des plaines de jeux, des colonies de vacances, des groupements d'enfants, des mouvements de jeunesse, des camps. Tu veux apprendre les techniques de l'animation et être capable d'encadrer sérieusement les plus petits, les plus jeunes. Tu veux te qualifier pour trouver un job de vacances...

Alors, la maison des jeunes les Castors te propose de participer au programme de formation préparé spécialement à ton attention.

Si tu as 14 ans révolus, tu peux déjà suivre les modules de Formation aux techniques d'animations. Formation théorique: 100 heures et formation pratique: 150 heures. dès 15 ans tu peux entreprendre la formation d'Aide-animateur. Formation théorique: 100 heures et formation pratique: 150 heures (sous forme de stages).

Si tu as 16 ans ou plus, tu peux suivre la Formation d'Animateur. Formation théorique: 150 heures et formation pratique: 150 heures (Décret Centre de Vacances de mai 1999).

À l'issue de la formation d'Animateur et après évaluation, tu reçois un brevet homologué par la Communauté française qui pourra te donner accès aux différentes plaines de jeux organisées dans l'ensemble de la Communauté Française (administrations communales, provinces, Mutualités, centres et camps de vacances en Belgique et à l'étranger...)

La Formation comprend:

a) une partie théorique qui se donne en plusieurs modules de trois à six jours, pendant les vacances scolaires et souvent le week-end, en internat dans notre centre d'hébergement «La Ferme des Castors»;

b) une partie pratique (sous forme de stages) en compagnie des enfants que tu auras appris à connaître, notamment tout le long de ta formation.

Le premier module de formation (module de théorie) se déroulera pendant le congé de Toussaint en internat du vendredi 24 octobre à 19h, jusqu'au dimanche 26 Octobre à 16h, pour les techniques d'animations et aide-moniteurs et jusqu'au mercredi 29 octobre à 18h, pour les Animateurs.

La formation est gratuite, à l'exception de l'hébergement et des repas (tarif auberge) et d'un forfait photocopies.

Pour t'inscrire un simple clic suffit sur:
www.castor.be
mj@castor.be

Ou un simple coup de téléphone:
071 76 03 22
Fax: 071 76 19 26

Séance d'info:
Tu peux participer, sans engagement, à une séance d'info le samedi 11 octobre à 15h à la Ferme des Castors.

Adresse
Ferme des Castors
rue du Faubourg, 16-18 à 6250 Aiseau

Responsable
Achille Verschoren Directeur
(Régent en Education Physique et Biologie)



À l'occasion des 40 ans de Mai 68, le Ré.S.O.-J a édité un chouette t-shirt reprenant quelques slogans du Joli mois de mai !



Ce t-shirt est unisexe
et est de couleur noire.

Les tailles disponibles sont :
L, M XL

Le prix unique est de
10 €



46

Pour en obtenir,
contacte Ré.S.O.-J :

info@resoj.be

ou

02 513 99 62



47

